

**Selon la 22^{ème} édition du baromètre de KPMG et de la CGPME
sur le financement et l'accès au crédit des PME**

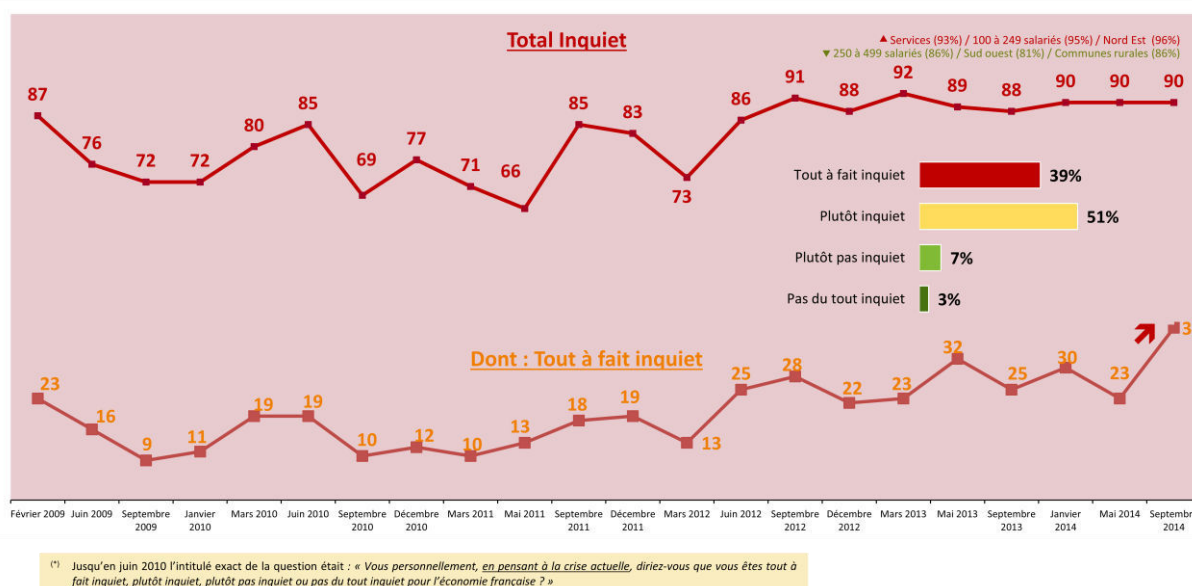
***Le degré d'inquiétude des dirigeants de PME face à la situation
économique atteint un niveau record***

Pour la 22^{ème} édition de ce baromètre, l'IFOP a interrogé en septembre 2014, à la demande de KPMG et de la CGPME, plus de 400 dirigeants d'entreprises françaises de 10 à 500 salariés sur leurs besoins de financement et leur accès au crédit.

Dans un contexte incertain, deux chefs d'entreprise sur trois craignent une remise en cause du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)

Au niveau macro-économique, 90 % des chefs d'entreprise se déclarent inquiets pour l'économie française (niveau stable par rapport à mai 2014). Parmi eux, **39 % se déclarent très inquiets (+16 pts), un niveau record depuis la création du baromètre en 2009**. Dans le même temps, les dirigeants restent préoccupés pour leur activité pour les mois à venir (55 %, +4 pts). Les craintes liées à son entreprise sont plus marquées dans le BTP (67 %), les structures de 100 à 249 salariés (62 %) et le Nord-Est (61 %).

Question : Vous personnellement, diriez-vous que vous êtes tout à fait inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas du tout inquiet pour l'économie française ?



La baisse du chiffre d'affaires reste la principale difficulté rencontrée par les dirigeants de PME, et continue d'augmenter (54 %, +3 pts), au moment où les difficultés liées à la hausse des coûts des fournisseurs affichent leur plus bas niveau depuis décembre 2010 (41 %, -10 pts par rapport à décembre 2010, -9 points par rapport à mai 2014,). Les problèmes de trésorerie ou de financements sont, quant à eux, en légère hausse (34 %, +3 pts).

Dans ce contexte, **66 % des chefs d'entreprise craignent une remise en cause prochaine du CICE**. Cette inquiétude est notamment marquée dans le BTP (73%), les services (70%) et dans les communes rurales (70%).

« Malgré quelques incompréhensions des dirigeants face au CICE, la mesure est aujourd'hui plébiscitée par ces derniers qui commencent à mesurer les premiers bénéfices financiers. Ils craignent d'autant plus sa remise en cause que le degré d'inquiétude face à la situation économique atteint un niveau record depuis 2009 », commente Jacky Lintignat, Directeur Général de KPMG.

Des besoins en financement en léger repli et une situation économique pesant sur les conditions d'accès au crédit

Près d'un chef d'entreprise sur deux observe des effets négatifs de la situation économique actuelle sur ses conditions d'accès au crédit (47 %, -1 pt), la part d'entre eux indiquant ressentir un impact très négatif est en augmentation (16 %, +8 pts).

En parallèle, **deux chefs d'entreprise sur trois déclarent avoir au moins un besoin de financement (66 %, -1 pt)** dont 41 % pour financer des investissements (+ 1pt) et une part identique pour financer l'exploitation (trésorerie, escomptes,...) (41 %, +2 pts).

Dans le cadre de financements d'investissements, les besoins de crédit destinés au remplacement ou à l'entretien de l'exploitation sont en baisse (63 %, -2 pts) tout comme les besoins de crédit pour des investissements d'équipement - véhicules, informatique, etc. - (37 %, -5 pts). Une lueur d'optimisme apparaît toutefois : à l'inverse les besoins de crédits pour des acquisitions de développement – achats, fusions d'entreprises, etc. – sont en hausse (32 %, +6 pts) tout comme ceux destinés à l'innovation (22 %, +2 pts).

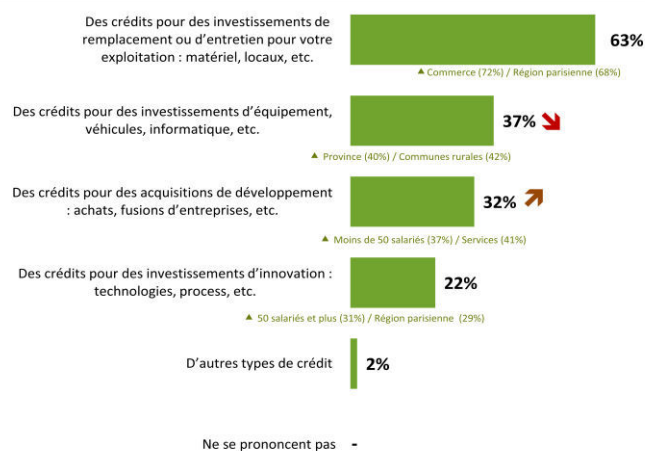
Toutefois, l'autolimitation des investissements en raison des contraintes bancaires reste forte : 35% des dirigeants de PME se restreignent dans leurs demandes de financement auprès des banques en raison des difficultés d'accès au crédit, d'autant plus dans le commerce (44 %) et pour les entreprises de 10 à 19 salariés (44 %).

74 % des dirigeants de PME font état d'au moins une mesure de durcissement par les banques

Bien que relativement stable par rapport à mai 2014 (-1 pt), ce niveau varie en fonction de la taille de l'entreprise : 81 % dans les entreprises de 10 à 19 salariés contre 62 % dans les entreprises de 100 à 249 salariés ; et du secteur : 82 % dans le commerce contre 60 % dans l'industrie.

Face à ces difficultés dans leurs relations avec leurs banques, 43 % des dirigeants ont l'intention d'examiner les conditions de la concurrence (stable) et 35 % (+6 pts) envisagent de réexaminer leurs lignes de crédit (39% dans le commerce et 42% dans les structures de 50 à 99 salariés).

Question : De quels types de crédits avez-vous besoin pour financer vos investissements ?



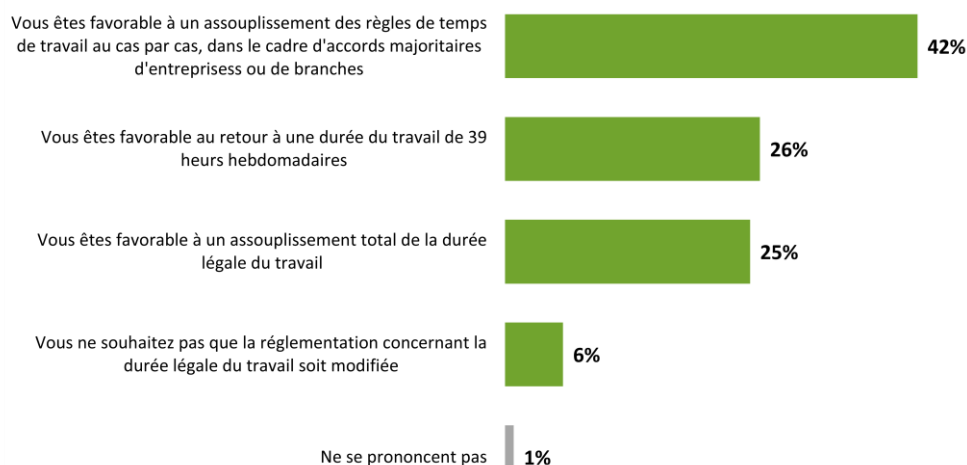
Rappel Mai 2014	Rappel Janvier 2014	Rappel Sept. 2013	Rappel Mai 2013	Rappel Mars 2013	Rappel Déc. 2012	Rappel Déc. 2011	Rappel Déc. 2010	Rappel Janvier 2010	Rappel Février 2009
65%	58%	70%	59%	61%	62%	54%	57%	59%	63%
42%	45%	32%	38%	38%	42%	41%	53%	53%	35%
26%	23%	27%	23%	27%	26%	28%	21%	32%	24%
20%	28%	14%	21%	27%	22%	13%	19%	13%	18%
2%	3%	4%	1%	1%	1%	1%	-	1%	1%
-	1%	-	1%	-	2%	1%	-	-	-

Plus de neuf chefs d'entreprise sur dix souhaiteraient une évolution de la réglementation sur la durée hebdomadaire du travail

Dans ce contexte d'inquiétude grandissant, les débats actuels sur l'évolution des 35 heures font écho aux souhaits des chefs d'entreprise : 93 % d'entre eux appellent de leurs vœux une évolution de la réglementation sur la durée hebdomadaire du travail.

Plus précisément, 42 % d'entre eux sont favorables à un assouplissement au cas par cas dans le cadre d'accords majoritaires d'entreprises ou de branches (47 % dans l'industrie), 26 % à un retour aux 39 heures (33 % dans le BTP) et 25 % à un assouplissement total de la durée légale du travail.

Question : Au sujet de la durée légale du travail hebdomadaire, aujourd'hui fixée à 35 heures, de laquelle des affirmations suivantes vous sentez-vous le plus proche ?





Informations Presse



Méthodologie

- Echantillon de 400 dirigeants d'entreprises, représentatif des entreprises françaises de 10 à 500 salariés.
 - La représentativité de l'échantillon a été assurée par un échantillonnage raisonné sur les quotas (taille salariale, secteur d'activité, région) et un redressement selon les données INSEE.
 - Les interviews téléphoniques de ce baromètre ont eu lieu du 11 au 18 septembre 2014.
- Le baromètre du financement et de l'accès au crédit des PME est réalisé par l'Ifop depuis février 2009.

KPMG en France

Premier groupe français d'audit et de conseil, réalisant 894 M€ de chiffre d'affaires en 2013 et employant 8 300 personnes, KPMG France est membre de KPMG International, réseau de cabinets indépendants exerçant dans 155 pays. Les professionnels interviennent auprès des grands comptes internationaux, des ETI et groupes familiaux, des TPE et dans différents secteurs de l'industrie, du commerce et des services financiers.

www.kpmg.fr  Suivez notre actualité sur Twitter !

CGPME

1 650 000 entreprises représentées - 550 000 entreprises adhérentes

Par ses **123 Unions territoriales interprofessionnelles** présentes dans toute la France, la CGPME permet l'accès à l'information. Dans le cadre de la défense des intérêts collectifs de ses adhérents, elle leur dispense assistance et conseil. Elle est également un lieu de rencontres, d'échanges d'expériences, de partage de savoir-faire pour les chefs d'entreprise.

Forte de ses 220 fédérations professionnelles, la CGPME est à l'origine de nombreux services qui simplifient la vie des entrepreneurs.

Contacts :

KPMG : Arnaud Fraboul : 01 55 68 90 31 - afraboul@kpmg.fr

KPMG : Marion Giroud : 01 55 68 91 50 - mgiroud@kpmg.fr

CGPME : Soraya Djidel : 01 47 62 73 79 - communication@cgpme.fr